



NUCLEAIRE : UNE SEMAINE DE MEA CULPA QUI DOIT ETRE SUIVIE D'EFFETS

100 % libres
...100 % vous !

Les salariés de la filière nucléaire attendent que les mea culpa et déclarations d'amour soient désormais suivis d'actes concrets

En ravivant la menace d'une nouvelle crise gazière pour l'Europe, qu'il s'agisse de compétitivité ou de sécurité des approvisionnements au regard de l'impératif de remplir les stockages de gaz pour le prochain hiver, l'escalade militaire au Moyen-Orient et sa trajectoire incertaine mettent en exergue la dépendance de plus en plus importante de l'Europe au marché mondial du GNL et à sa volatilité. Cette crise met tout autant en évidence la dépendance européenne aux importations de GNL américain, qui n'est pas sans risque quand les États-Unis ne font plus mystère de leur stratégie de « domination énergétique ».

Déclenchée après quatre années d'un conflit russo-ukrainien aux implications énergétiques tout aussi importantes, cette crise rappelle l'urgence pour l'Europe d'une réelle maîtrise de son destin énergétique. Pour la CFE Énergies, la sécurité de ses approvisionnements énergétiques est plus que jamais la clef de son autonomie stratégique.

C'est dans ce contexte de prise de conscience de la priorité à donner à l'indépendance énergétique et plus largement à la souveraineté que la Présidente allemande de la Commission européenne a effectué, lors du sommet mondial sur le nucléaire qui s'est tenu à Paris le 10 mars, un virage à 180 degrés en reconnaissant que la réduction de la part du nucléaire était une « *erreur stratégique de l'Europe* ».

La CFE Énergies n'a eu de cesse de défendre auprès des décideurs européens mais aussi au sein du mouvement syndical européen, la place du nucléaire dans l'avenir énergétique de l'Europe et la neutralité technologique bas carbone, comme ce fut le cas sur la taxonomie européenne ou le Net Zero Industry Act.

Elle prend donc acte du mea culpa esquissé par Ursula von der Leyen dans son discours, tout en rappelant que cette " *erreur* " aurait pu être évitée si les dirigeants avaient su résister au matraquage idéologique et ne pas oublier le nécessaire respect des Traités européens dont le Traité Euratom. La CFE Énergies rappelle aussi que l'industrie nucléaire européenne et ses salariés en ont subi les cruelles conséquences.

Pour autant, la CFE Énergies comme les salariés du secteur de l'énergie ne peuvent se contenter de beaux discours : ils attendent des actes concrets qui s'inscrivent dans la durée.

Dès lors, si l'aveuglement dogmatique envers le nucléaire n'est réellement plus à l'ordre du jour à Bruxelles, alors la Commission européenne doit maintenant faire de la neutralité technologique bas carbone la règle pour l'ensemble des réglementations européennes et des financements européens, en les ouvrant au nucléaire au nom de l'égalité de traitement avec l'ensemble des énergies bas carbone. Ceci concerne la Banque Européenne d'Investissement et les fonds européens tels qu'InvestEU.

Elle doit également cesser de réduire son soutien au développement nucléaire aux seuls SMR et désormais l'ouvrir aux réacteurs de forte puissance. Et elle doit entendre l'ensemble des voix qui appellent à la raison et au pragmatisme sur le Grids Package, en particulier celles des électriciens et des électriciennes, tels que ceux d'ENTSOE.

C'est à ces conditions que le discours d'Ursula Von der Leyen sera autre chose que de la poudre aux yeux.

Si la CFE Énergies se félicite de ce cette prise de conscience salutaire à Bruxelles qui reste néanmoins à confirmer dans les faits, les réactions Outre-Rhin au discours d'Ursula von der Leyen ne peuvent que rappeler l'écrasante responsabilité des Allemands. C'est en effet leur croisade antinucléaire qui a initié le mouvement de rejet du nucléaire et donc cette « *erreur stratégique* » au sein des institutions européennes.

Si seuls les citoyens allemands sont à même de juger les choix énergétiques de leurs dirigeants pour leur pays, la volonté de ces derniers d'exporter, voire d'imposer leur modèle de l'Energiewende à leurs voisins européens, via les politiques européennes, est, elle, une faute historique. Tout aussi inexcusable est leur volonté d'en faire payer les coûts à leurs voisins via leur lobbying intense en faveur du développement massif des interconnexions électriques que soutient d'ailleurs la Commission dans son projet de Grids Package.

La CFE Énergies n'oublie d'ailleurs pas que l'insistance doublée d'un travail de sape voire de guerre économique des Allemands n'a pas été étrangère à la décision du gouvernement français, en 2020, d'arrêter définitivement la centrale nucléaire de Fessenheim.

La légitimité des Allemands à orienter la politique énergétique et climatique européenne est d'autant plus contestable qu'ils mènent aujourd'hui une bataille contre le marché du carbone, au risque de le déstabiliser, au nom de la compétitivité de leur industrie, alors même que la tarification du carbone est une des clefs de la décarbonation et donc de la lutte contre le dérèglement climatique.

En Normandie, deux jours après le sommet mondial du nucléaire, et en marge du Conseil de Politique Nucléaire, le Président de la République a vanté son bilan sur le nucléaire, faisant le constat que « *ces dix dernières années, on avait réparé la filière* » et saluant l'engagement des salariés d'EDF qui participent à Penly « *au chantier du siècle* ».

Après le discours de Belfort en février 2022 qui acta un revirement politique en faveur du nucléaire, la CFE Énergies ne peut que saluer cette déclaration d'amour à la filière nucléaire et à ses salariés, même si elle aurait aimé qu'une telle déclaration soit aussi faite aux salariés de Fessenheim. La CFE Énergies avait en effet, dès 2011 comme d'autres organisations syndicales, dénoncé l'hérésie industrielle, économique, climatique, électrique et politique de la fermeture de la centrale alsacienne, qui a été finalement décidée après mai 2017 alors que rien alors ne l'y obligeait.

Ce revirement gouvernemental en faveur du nucléaire s'est d'ailleurs traduit en février dernier par la publication de la PPE 3, dont la CFE Énergies avait salué le volet nucléaire, tout en en rappelant les limites. Elle acte en effet un soutien clair à la filière nucléaire en mettant fin à l'hérésie d'une PPE 2 datant de 2019 et qui programmait encore la fermeture de 14 réacteurs nucléaires d'ici 2035.

Ce soutien à la filière nucléaire est d'autant plus remarquable que le discours de Belfort s'ancre désormais dans des actes concrets avec l'engagement de l'État à financer le programme des 6 EPR2, via la mobilisation des fonds d'épargne issus du livret A. Ce soutien étatique aurait cependant mérité d'être plus important, le cas échéant via une augmentation de capital d'EDF, au regard des nombreuses décisions que les gouvernements successifs ont prises, qui ont fragilisé les finances d'EDF et qui ne permettent plus à l'électricien national d'assurer l'autofinancement de ce programme industriel comme il l'avait fait dans les années 70-80.

Enfin, la CFE Énergies souhaite la pleine réussite industrielle et économique du programme du nouveau nucléaire France qui a été au cœur du dernier Conseil de Politique Nucléaire. Elle appelle donc à tirer pleinement les leçons du chantier Hinkley Point et des conditions dans lesquelles la décision d'investissement de ce projet a été prise en 2016 pour répondre à des impératifs de calendrier politique. C'est cette précipitation sous pression politique qui est l'une des principales causes des déboires d'un chantier dont le calendrier et les coûts ne cessent de déraiser.

C'est à l'ensemble de ces conditions que les salariés de la filière nucléaire seront convaincus que les actes de contrition et retournements de veste de la semaine passée marqueront réellement la fin du mépris qu'ils ont subi depuis de trop nombreuses années.